

millions et sont eux-mêmes divisés entre les partisans pour la plupart urbanisés de l'UDF et du COSATU et les partisans en général ruraux de l'Inkatha et de son leader, le chef Mangosuthu Buthelezi. Ces derniers ne sont pas d'accord avec l'ANC sur certaines questions fondamentales qui devront être réglées au cours des négociations.

Chose curieuse, les attentes et les craintes suscitées par la libération de Nelson Mandela et par la promesse d'une réforme, ont créé de vifs espoirs chez les non-Blancs et libéré des forces incontrôlées au sein de la gauche comme de la droite, si bien que les troubles et la violence se sont accrues dans toute l'Afrique du Sud. M. de Klerk et son gouvernement estiment qu'ils ont suffisamment fourni la preuve de leur volonté de réforme pour que les autres nations allègent les sanctions imposées par eux et fournissent le capital d'investissement dont le pays a tant besoin. L'ANC, toujours méfiant, continue à encourager la communauté internationale à maintenir ces sanctions jusqu'à ce que les bases législatives et constitutionnelles de l'apartheid soient détruites. Jusqu'à présent, les réactions à l'étranger, à l'exception de la levée unilatérale, par la Grande-Bretagne, de l'interdiction volontairement acceptée des investissements, ont été prudentes, dans l'attente de la suite des événements en Afrique du Sud.

Le monde des Sud-Africains blancs a été ébranlé par ces changements révolutionnaires. Mais pour les Sud-Africains non-blancs, la réforme n'est encore qu'une promesse et pour l'essentiel, l'apartheid demeure intact. Il en résulte une situation où attentes, craintes, espoirs et violences se mêlent, si bien que l'économie sud-africaine semble destinée à poursuivre cahin caha son chemin, sans grand espoir immédiat de croissance. Tant que la communauté internationale n'aura pas donné son accord, l'afflux de capitaux dont le pays a tant besoin pour investir dans l'expansion économique et la création d'emplois, ne se fera pas.

Pour les sociétés canadiennes et les autres sociétés étrangères ayant des activités en Afrique du Sud, l'avenir immédiat demeure problématique et il est probable qu'elles continueront à désinvestir, bien que plus lentement. La plupart des entreprises qui ont réussi à franchir cette époque difficile se maintiendront probablement, encouragées par la promesse de réforme et par l'espoir de la levée prochaine des sanctions. Le gouvernement sud-africain s'est engagé à réorganiser l'économie et en particulier, à contrôler l'inflation, à éliminer la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et à améliorer la productivité de la main-d'oeuvre et du capital, au sein d'une économie de marché où prédominera l'initiative privée. Concurrément, on a promis un démarrage rapide du développement socio-économique destiné à rattraper le retard dans le domaine du logement, de l'éducation et de la formation, de l'alphabétisation et des besoins élémentaires en matière d'hygiène, le tout dans le cadre de la stabilité économique. L'ANC continue cependant à exprimer des vues socialistes, en particulier, en ce qui concerne la nationalisation de l'industrie, ce qui alarme les gens d'affaires blancs et la bourse de Johannesburg.

Entre autres désaccords entre les Sud-Africains noirs et blancs, celui qui porte sur les sanctions et le désinvestissement demeure profond. En règle générale, à l'exception du chef Mangosuthu Buthelezi et de l'Inkatha, les

Sud-Africains noirs sont favorables au maintien des sanctions et du désinvestissement tant que le démantèlement de l'apartheid ne pourra être considéré comme irréversible, alors que tous les Sud-Africains blancs, à quelques exceptions près, estiment que le moment est venu d'éliminer ces formes de pression exercées sur le gouvernement de l'Afrique du Sud. La plupart des Blancs étaient opposés à ces politiques dès le début car elles représentaient pour eux une ingérence étrangère inacceptable qui, de toute façon, portait préjudice aux non-Blancs qu'elles étaient censée aider. Mais maintenant, même les Blancs qui les considéraient comme des maux nécessaires, estiment que M. de Klerk a mis en marche un processus de démantèlement de l'apartheid qui est irréversible. Une petite minorité de Blancs continue à soutenir qu'il est indispensable de maintenir les pressions créées par les sanctions et les désinvestissements jusqu'à ce que les fondements législatifs et constitutionnels de l'apartheid aient été détruits.

L'appui des Noirs aux sanctions et au désinvestissement n'est pas inconditionnel. Bien que les organisations anti-apartheid noires et leurs porte-parole soient de solides partisans de telles politiques, les membres eux-mêmes sont souvent ambivalents et, bien que d'accord sur le principe, ils s'y opposent lorsqu'elles représentent une menace pour l'emploi qu'ils occupent. En outre, l'unanimité n'existe pas au sein de ces organisations car le chef Buthelezi et l'Inkatha n'ont jamais été partisans de sanctions ou de désinvestissement.

Quant à l'efficacité de ces mesures, rares sont les Sud-Africains de quelque race que ce soit qui ne pensent pas qu'elles ont été préjudiciables à l'économie du pays. La plupart reconnaissent qu'elles ont certainement beaucoup contribué à persuader le gouvernement de négocier la fin de l'apartheid et de rechercher une base constitutionnelle qui permettra de gouverner l'Afrique du Sud dans le respect de la justice.

Il est moins facile de déterminer de quel côté penche l'opinion en Afrique du Sud en ce qui concerne les Codes d'éthique et leur utilité. Les syndicats continuent à penser que si ceux-ci ont pu être utiles au début, ils le sont moins maintenant. Dans la plupart des cas, ils sont jugés inutiles, étant donné la croissance et le pouvoir acquis par les syndicats, ces dernières années. Ceux-ci prétendent pouvoir faire tout ce pour quoi les codes sont conçus. Selon certains avis impartiaux, cependant, les codes sont particulièrement précieux lorsqu'il s'agit de promouvoir des programmes sociaux utiles aux familles de travailleurs et aux collectivités auxquelles elles appartiennent. Ce sont les Codes qui ont facilité la déségrégation de nombreux milieux de travail, l'amélioration des salaires et des conditions générales de travail. Ils ont également permis d'exercer d'utiles pressions en faveur de l'égalité, de la formation et de la promotion des travailleurs non-blancs. Le fait que les entreprises sud-africaines autochtones aient été contraintes d'améliorer leurs critères d'emploi, est en général aussi porté au crédit des Codes d'éthique.

Dans certains domaines, les succès sont cependant moins évidents : la promotion aux postes de cadre supérieur et de technicien; l'emploi des femmes qui continuent en général à appartenir aux rangs inférieurs de la main-d'oeuvre non spécialisée; la prestation de toute une gamme d'avantages